

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 49

22^e année • mercredi 4 décembre 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



NEIL LABRADOR

BLACK FRIDAY: RÉSISTANCES MULTIPLES

Aux quatre coins de la Suisse romande, des actions se sont déroulées pour faire barrage à la surconsommation et promouvoir une société durable. A Fribourg, Extinction Rebellion et des jeunes de la Grève du climat ont bloqué durant deux heures l'entrée principale d'un grand centre commercial, pendant qu'une brigade couleur de sang déambulait dans le périmètre. **PAGE 5**

POINT DE MIRE

Macron sur un volcan

Sylviane Herranz

La colère gronde en France. Le feu bouillonne. Demain, jeudi 5 décembre, risque d'être la première journée d'une grève s'inscrivant dans la durée. De partout monte la grogne. Depuis plus d'un an, les Gilets jaunes crient leur ras-le-bol sur les ronds-points du pays. Se font gazer, réprimer, mutiler par une police sous les ordres d'un gouvernement au service des puissants. Depuis neuf mois, les urgentistes, épuisés, font grève pour obtenir plus de moyens, une hausse des effectifs, l'arrêt de la fermeture de services et de lits, une augmentation des salaires. Le 13 septembre, ce sont les salariés de la RATP, la Régie autonome des transports parisiens (métros, bus, RER) qui cessaient massivement le travail pour protester

contre la suppression de leur régime spécial de retraite, programmée par la réforme du président Macron. Un régime spécial leur permettant de compenser la pénibilité et les contraintes de leur emploi. Cette grève d'avertissement a été suivie d'un appel de cinq syndicats de la RATP à un mouvement de grève massif le 5 décembre contre la réforme des retraites du gouvernement. Cette révision vise à remplacer le système actuel, fondé sur le nombre de trimestres cotisés et, pour de nombreux salariés, sur des régimes spéciaux tels ceux existant dans les transports ou le personnel hospitalier. Un système universel à points serait mis en place, accordant un point pour 10 euros cotisés. Une forme de capitalisation prévoyant, au moment de la retraite, la conversion des points en rente. Les pensions ne seraient ainsi plus calculées sur les dernières années de service mais sur toute la vie laborieuse, ce qui impliquerait une baisse drastique, de 10 à 30% selon les estimations de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT. A cela s'ajoute l'introduction d'un «âge d'équilibre» de départ à la retraite à 64 ans, alors que l'âge légal actuel est à 62 ans. Au rejet de la réforme de la RATP, s'est agrégée celle des cheminots de la SNCF, voulant défendre eux aussi leur régime spécial. Des employés échaudés de surcroît par le manque d'effectifs et un accident grave survenu le 16 octobre, qui a déclenché un vaste mouve-

ment d'arrêts de travail. Face à l'absence de sécurité tant des passagers que des agents de train, les cheminots ont exercé massivement leur droit au retrait. Ces dernières semaines, les appels à la grève le 5 décembre se sont répandus comme une trainée de poudre. Dans tous les secteurs, des hôpitaux aux enseignants, des transports à l'électricité, des raffineries à l'automobile, la mobilisation s'organise. Jeudi passé, plus de 1000 appels à la grève avaient été lancés dans le secteur privé. Partout, des assemblées générales se préparent à la reconduire dans un mouvement qui monte de la base. Les Gilets jaunes seront aussi présents, sur les ronds-points et leurs lieux de travail, comme ils l'ont décidé début novembre lors de leur Assemblée des assemblées. Les jeunes se joindront également à la lutte. Ces derniers temps, des milliers d'entre eux ont crié leur colère dans les rues ou les facs après l'immolation par le feu, le 8 novembre, d'un étudiant à Lyon, acculé par la précarité dans laquelle il ne pouvait survivre. Un acte politique et revendiqué, révélant l'état du pays. Une France au bord de l'explosion, qui pourrait basculer demain dans une grève générale illimitée. Une France où la convergence des luttes ne se décrète pas, mais se réalise dans l'action et le ras-le-bol partagé. Macron peut trembler. ■

PROFIL

Tami Hopf, l'art dans la peau.

PAGE 2

FEMMES

Mobilisation contre la violence.

PAGE 6

DÉLOCALISATION

Les salariés de Symetis s'organisent.

PAGE 7

BÂTIMENT

Les métallos chauffés à blanc.

PAGE 9

2019: INÉGALITÉ SALARIALE

En Suisse les femmes travaillent gratuitement depuis...

44
jours

L'ART DANS LA PEAU ET DANS LA VILLE

La dessinatrice Tami Hopf ancre ses œuvres sur des corps, des toiles et des murs

Aline Andrey

Tami Hopf a une vie aussi foisonnante que la nature dans ses tableaux. «D'aussi loin que je me souviens, j'ai toujours voulu étudier les beaux-arts», raconte l'artiste, au sourire lumineux, dans son atelier à Vevey. «Les plantes de mes tableaux viennent de mon enfance. Je vivais dans une maison à quelques heures de São Paulo, au Brésil, où la végétation était luxuriante. J'y ai créé ma propre encyclopédie de fleurs imaginaires.» A 10 ans, elle déménage dans la mégapole de 12 millions d'habitants. «Dans cette ville, je ne vivais pas, je survivais», analyse l'artiste. Influencée par sa très grande famille, pour qui un métier doit avant tout permettre de payer les factures, elle se lance dans des études de graphisme et de marketing. Et ouvre parallèlement une boîte de communication. Malgré son succès, la jeune patronne se lasse et a besoin de déployer ses ailes.

AUTOUR DU MONDE

Le voyage l'appelle. Tout en travaillant, Tami Hopf – diminutifs de Tamires Hopfgartner, mélange de ses lointaines origines portugaise et allemande – se rend au Chili, puis en Argentine, et enfin en Australie pour apprendre l'anglais. C'est à Brisbane, à l'autre bout du monde, qu'elle rencontre son futur époux. «On a été amis six mois. Le jour avant de repartir chez lui, en Suisse, il m'a déclaré son amour», se souvient-elle avec émotion. S'ensuit une relation à distance, des traversées d'Atlantique, une tentative pour lui de s'installer au Brésil. «Mais il a détesté!» confie l'artiste qui décide alors d'emménager à Fribourg, en 2013. Puis, une année après, à Vevey. Tami Hopf a le coup de foudre pour cette petite ville vue sur le lac, où elle trouve rapidement du travail dans une boîte de communication. «Très vite, je me suis rappelée que je ne voulais plus faire de la publicité. Au Brésil, ma créativité pouvait au moins s'exprimer, avec pas mal de folie et de rire. Ici, par contre, c'était chiant! dit-elle en riant. Et puis, faire de la pub pour une multinationale de cigarettes,

par exemple, ça me faisait trop mal. Le monde de la communication, c'est de la manipulation de masse. On piège les gens. Ce milieu m'angoissait, même si certains mandats donnaient du sens, comme ceux pour le WWF ou Greenpeace.»

Elle démissionne donc, et dessine, inspirée depuis toujours par Magritte et Frida Kahlo, puis Klimt, Bosch et Brueghel, entre autres peintres... «Au Brésil, je n'étais jamais seule. Jamais. Ici, j'ai appris la solitude, et à me connaître. Mes dessins ont alors complètement changé. J'ai aussi voulu retrouver l'usage de mes mains, m'éloigner de l'écran, créer avec simplicité: une feuille et un stylo.» De cette évolution découle un style aux traits et petits points fins; des êtres aux yeux cachés, en introspection, qui tombent les masques; des personnages entourés et traversés de nature: plantes, oiseaux, serpents, mer, lune, étoiles... «Ce qui m'inspire, c'est le monde intérieur infini de chaque être humain. Et ses contradictions: comment peut-il détruire ce qui lui permet de vivre, la nature, sa source de vie?»

DE L'IMMENSE AU MINUSCULE

Ecologiste et féministe, elle fait sa place dans l'espace public et le monde si masculin des graffeurs, en commençant par une peinture sur un coin de mur discret de Saint-Prex, avant sa première fresque sur une maison de Lisbonne. «Dans la rue, j'adore l'énergie des interactions avec les gens. C'est très physique. Je dessine sans recul, dans la verticalité avec des rouleaux et des pinceaux immenses, face au soleil, au vent, à la pluie.»

Ses œuvres s'admirent aussi à des arrêts de tram à Genève, et sur un immeuble, voué à la destruction, au sud des quais de la gare à Lausanne. Pour ce dessin éphémère, baignée de nostalgie, elle a peint trois jours durant sur un monte-charge, avec le collectif d'artistes «Traces de passages».

Du très grand, et du très petit, pour Tami Hopf qui ancre aussi ses œuvres à vie, dans la peau. «C'est en voyant que certains de mes dessins commen-

j'ai eu envie de me lancer dans cet art, pour que ce soit plus juste, plus cohérent. Même si cela me faisait peur de porter tant de responsabilités. Avant de commencer, je voyais le tatoueur presque comme un dieu qui n'a pas droit à l'erreur. C'est la maîtrise ultime», explique l'artiste méticuleuse, qui ne trouve alors pas de formateur en Suisse, mais dont les envies sont si fortes qu'elles semblent provoquer d'incessantes conjonctions d'étoiles. A l'occasion d'un congrès d'illustrations à Berlin, elle rencontre un artiste argentin, tatoueur. «Il m'a tout appris. Et je continue d'apprendre sur les limites

du corps, l'anatomie, et les motivations des gens. Certains veulent exprimer une idée, une histoire, rendre hommage, marquer une période de leur vie. D'autres ont une approche purement esthétique.» Si elle passe du temps avec ses clients pour discuter, dessiner, tester au millimètre, rien de tel en ce qui concerne sa propre peau. «J'aime avoir la surprise. Je donne quelques mots-clés au tatoueur et je lui fais confiance.» Sur son avant-bras, un papillon de nuit; à l'épaule un visage de femme d'où s'élance un oiseau, autant de thèmes qui se retrouvent dans ses œuvres. Son premier tatouage, sur le pied, est une

phrase d'un poème de son grand-père qui lui disait toujours de semer des fleurs sur son chemin. Ce qu'elle fait. «Je reçois beaucoup de témoignages de personnes pour qui mes fresques murales et les tatouages ont transformé leur quotidien. C'est vraiment touchant», s'émeut l'artiste, si heureuse aussi de voir ses fresques dans le nouvel hôpital Riviera-Chablais. Elle espère ainsi apporter un peu de réconfort, de poésie et de douceur au travers de ses mondes surréalistes où la nature et l'humain ne font qu'un. ■

hopfstudio.com



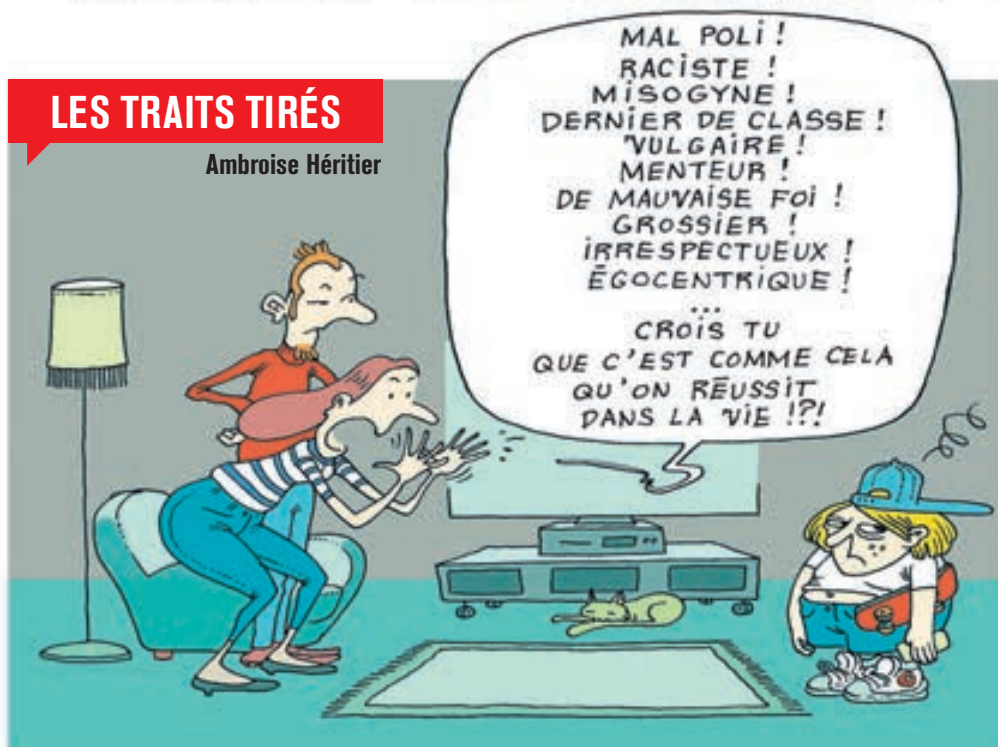
THIERRY PORCHET

En quelques années seulement, Tami Hopf a fait sa place dans le monde très masculin des graffeurs et des tatoueurs.

ÉDUCER LES ENFANTS : DE PLUS EN PLUS DIFFICILE !!!

LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



Une décision «irresponsable» des directeurs cantonaux des travaux publics

Le nouvel Accord intercantonal sur les marchés publics privilégie le lieu de provenance des entreprises soumissionnaires sur le lieu d'exécution

Jérôme Béguin

L'Union syndicale suisse, Travail.Suisse, ainsi que les syndicats Unia et Syna condamnent «avec la plus grande vigueur» le nouvel Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), qu'ils jugent dans un communiqué «irresponsable». La révision de cette convention a été adoptée à l'unanimité le 15 novembre dernier par la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP). Le gros problème pour les syndicats, c'est que la nouvelle mouture conserve la règle du lieu de provenance, qui définit notamment les conditions de travail et de salaires des entreprises soumissionnaires. Ce qui ne peut que favoriser le dumping salarial, comme l'a reconnu le Parlement, qui a préféré le principe du lieu d'exécution dans la nouvelle Loi fédérale sur les marchés publics (LMP, adoptée en juin dernier et qui régit le droit des marchés publics de la Confédération).

PARTENAIRES SOCIAUX UNANIMES

«Le lieu de provenance ne peut que créer une inégalité de traitement. Prenons le cas de la branche paysagiste du canton de Vaud, qui bénéficie, contrairement aux cantons de Neuchâtel et de Fribourg voisins, d'une convention collective de force obligatoire. Un paysagiste français doit l'appliquer, mais un paysagiste fribourgeois, par contre, pourrait en être exempté si l'on suit l'AIMP. C'est une situation pour le moins particulière... Autre exemple avec un menuisier alé-

manique qui pourrait travailler dans le canton de Fribourg le samedi, jour de travail interdit par la Commission paritaire du second œuvre fribourgeoise. Cela constituerait une concurrence déloyale envers les collègues fribourgeois qui doivent obtenir une dérogation», explique Aldo Ferrari, vice-président d'Unia. «A moins de remettre en cause le partenariat social, les cantons n'ont pas de raison de revenir sur les accords passés entre les partenaires sociaux. L'un des rôles des cantons est justement de veiller au respect des conventions collectives. L'AIMP devrait tenir compte de l'avis des partenaires sociaux qui sont unanimes sur la question. Et, d'ailleurs, à l'heure de l'urgence climatique, quel est l'intérêt pour une collectivité publique de faire venir des entreprises de l'autre bout de la Suisse et de les faire rouler 150 kilomètres chaque jour sur l'autoroute?» souligne le responsable du secteur artisanat du syndicat.

Pour l'Autorité intercantonale pour les marchés publics, émanation de la DTAP, le principe du lieu de provenance, contrairement à la Confédération, reste valable tant que la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI), dont découle l'AIMP, n'a pas été modifiée en ce sens. Certains cantons, en particulier romands, ont toutefois demandé que le lieu d'exécution soit privilégié. L'Autorité intercantonale a alors réclamé à la Commission de la concurrence une expertise. Selon celle-ci, écrit l'Autorité intercantonale, «ce principe du lieu de provenance ne s'applique pas de façon absolue. Le principe peut être limité dans des cas individuels en faveur du principe du lieu d'exécution,



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

Avec le nouvel Accord intercantonal sur les marchés publics, les entreprises venant de cantons où les salaires sont moins élevés, ou sans CCT dans une branche spécifique, pourront concurrencer celles du lieu, obligées de respecter les conditions de travail locales. Un outil qui ouvre la porte au dumping salarial et social sur le marché intérieur suisse.

mais uniquement lorsque cela est nécessaire pour sauvegarder des intérêts publics prépondérants et que la protection de ces intérêts n'est pas déjà assurée par les prescriptions du lieu de provenance.» Comme le note dans un communiqué Constructionsuisse, «cet aspect nécessite encore d'être clarifié». La faitière des associations patronales de la construction se réjouit du moins que, comme dans la LMP, la qualité de la prestation compte autant que le prix et que le marché soit attribué à «l'offre la plus avantageuse et non pas à l'offre

la plus économique, comme c'était le cas jusqu'à présent».

INTERVENTIONS POLITIQUES

Les cantons sont maintenant appelés à intégrer dans leur droit cantonal l'AIMP, qui entrera en vigueur dès que deux cantons y auront adhéré, soit dans une année au minimum. Les syndicats, eux, n'entendent pas en rester là, indique Aldo Ferrari: «Nous sommes en train de mettre sur pied des interventions politiques dans les cantons et nous allons également saisir le

Département fédéral de l'économie, en demandant que soit maintenue l'obligation d'imposer les conventions collectives et le lieu d'exécution, comme il est prévu dans la LMP, qui est plus récente que la LMI. Il faut relever que, dans les négociations avec l'Union européenne (UE), ce n'est pas le meilleur signal que l'on peut envoyer. Le lieu d'exécution est du reste la règle de base du travail détaché au sein de l'UE.» ■

Les Verts au sommet, le PS décline, l'UDC s'enfonce

Les Verts sont les grands vainqueurs des élections fédérales. Mais que faire de cette victoire, alors que les socialistes déclinent? La déculottée de l'UDC va peut-être leur faciliter la tâche

Jean-Claude Rennwald

Les Verts sont les grands vainqueurs des élections fédérales 2019. Ils ont enregistré une progression de 6,1%, totalisant 13,2% des suffrages et gagnant 17 sièges au Conseil national et 4 au Conseil des Etats. Jamais une telle percée n'avait été observée depuis l'introduction de la proportionnelle, en 1919! Compte tenu de sept pertes socialistes et d'un gain de la gauche radicale, la gauche gagne 15 sièges à l'Assemblée fédérale. Résultat d'autant plus réjouissant que l'UDC et ses alliés ont perdu 13 sièges. Les manifestations sur le thème du climat ont été nombreuses et les Verts en ont tiré parti. La grève générale des femmes du 14 juin aussi a eu une influence. La proportion des femmes au Conseil national a grimpé de 32 à 42%, la Suisse s'élevant ainsi du 37^e au 11^e rang mondial. Les femmes doublent leur représentation au Conseil des Etats, passant de six à douze et battant le record de 2003.

SOCIALISTES: TROP DE COMPROMIS

Le PS suisse est considéré comme l'un des plus à gauche et l'un des plus écologiques d'Europe. Dès lors, comment comprendre qu'il n'ait obtenu que 16,8% des suffrages, son plus mauvais score depuis 1919. Quelques pistes:

- Un parti d'opposition, comme les Verts, a plus de facilités à se profiler qu'une formation gouvernementale. Tous les partis représentés au Conseil fédéral ont perdu des plumes.
- La participation au Conseil fédéral est problématique pour le PS, par exemple lorsque l'un de ses ministres défend le relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans. Le PS a perdu 10 points depuis l'entrée de deux socialistes au Conseil fédéral, en 1959.
- Dans plusieurs cantons (Neuchâtel, Zurich, Berne, Soleure), les pertes du PS découlent d'une politique socialiste par trop libérale. Cela fait dire à Bertil Munk, vice-président de la Jeunesse socialiste: «Le PS s'est trop déplacé vers le centre. Nous ne pouvons pas convaincre les gens avec une politique tiède de compromis.»
- Les Verts occupent aujourd'hui davantage de fonctions dirigeantes dans les syndicats et le mouvement associatif. Présidente d'Unia, Vania Alleva est membre des Verts, de même que Katharina Prelicz-Huber, présidente du SSP, et Daniel Lampart, chef du secrétariat de l'USS. Directrice de la Fédération romande des consommateurs (FRC) et nouvelle conseillère nationale, Sophie Michaud Gigon fait aussi partie des Verts.

- La «galaxie verte» (WWE, Greenpeace, etc.) semble être un meilleur point d'appui pour les Verts que ne le sont les syndicats pour le PS, en raison du poids de l'immigration au sein du mouvement syndical: 57% des membres d'Unia sont des migrants qui n'ont pas le droit de vote.

FORTE PRÉSENCE SYNDICALE

A la suite de la non-réélection de deux dirigeants syndicaux, les socialistes bernois Corrado Pardini (Unia) et Adrian Wüthrich (Travail.Suisse), beaucoup ont conclu au déclin du syndicalisme sous la Coupole fédérale. Or, ils seront près d'une trentaine d'élus à avoir un engagement syndical. En particulier les socialistes Paul Rechsteiner et Pierre-Yves Mailard (ancien et nouveau présidents de l'USS), ainsi que leurs camarades Samuel Bendahan, Christian Dandrès, Pierre-Alain Fridez, Christian Levrat, Ada Marra, Mathias Reynard, Carlo Sommaruga et Regula Rytz (Verte). Du côté des employeurs, il y a aussi eu deux échecs importants, ceux de Jean-François Rime (UDC, Fribourg) et de Hans-Ulrich Bigler (radical, Zurich), président et directeur de l'USAM. Mais la majorité du Parlement reste idéologiquement proche du patronat.

TRAVAILLER AVEC LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Pour le PS et pour les Verts, la priorité n'est pas de savoir si ces derniers doivent entrer au Conseil fédéral, mais de bâtir un projet alternatif à celui de la droite. Projet qui doit aussi être porté par les syndicats et le mouvement associatif. Car les plus grands changements ne sont pas venus des institutions, mais des mouvements sociaux. En 1936, les partis de gauche formant le Front po-

pulaire avaient gagné les élections, mais les plus grandes réformes (congrés payés et semaine de 40 heures), ont été le fait de millions de travailleurs en grève. La gauche doit mettre en route les «utopies de demain»: semaine de 4 jours, retraite après 40 ans de cotisations ou progressive, formation durant toute la vie, Europe politique, sociale et écologique. ■

LE NOUVEAU PARLEMENT FÉDÉRAL

Partis	National	Etats	Assemblée fédérale
UDC et apparentés*	55	7	62 (-12)
Parti libéral-radical	29	12	41 (-5)
PDC et apparentés**	31	13	44 (-7)
Verts/libéraux	16	0	16 (+9)
Parti socialiste	39	9	48 (-7)
Verts et apparentés***	30	5	35 (+22)
Total	200	46	246

*Lega, Union démocratique fédérale et l'indépendant Thomas Minder

**Evangéliques et Parti bourgeois démocratique

***POP et Solidarités

MOVENDO

Movendo, L'Institut de formation des syndicats
Nous avons le plaisir de vous informer que les cours et séminaires 2020 sont disponibles sur notre site www.movendo.ch

Les membres Unia reçoivent le programme 2020 par poste au courant de ce mois de décembre.

En 2020, nous vous proposons notamment les nouveaux séminaires suivants:

Pour les membres, les militant-e-s et les personnes intéressées

- Propagande politique – apprendre à déceler la manipulation
- Etre disponible 24h/24 pour mon employeur?
- Retraite anticipée, quelles conséquences sur mes revenus, comment s'y préparer?
- Planification de la retraite pour migrant-e-s
- Parler en public: le débat
- Le mal de dos, une fatalité?
- Rapports entre collègues, vers plus de solidarité
- «Organizing» - s'organiser collectivement en tant que syndiqué-e-s
- Comptabilité double, perfectionnement comptable
- Mind Mapping
- Protéger ses données informatiques sur internet

Pour les femmes

- Faire respecter nos droits sur nos places de travail en tant que femmes

Pour les membres des commissions du personnel et représentant-e-s des salarié-e-s dans les caisses de pension

- Séminaires pour membres de commissions du personnel
- Cycle ARPIP 2020/2021 pour les représentant-e-s des salarié-e-s dans les institutions de prévoyance

Sur notre adresse www.movendo.ch vous découvrirez, en plus de l'offre susmentionnée, l'intégralité de nos cours et séminaires.

Nous nous réjouissons de votre participation!

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par année sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, David Prêtre,
Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 58 164 exemplaires

Unia est le premier syndicat de Suisse. En tant qu'organisation dynamique et efficace comptant près de 200'000 membres, nous représentons les intérêts des travailleuses et travailleurs et luttons pour des conditions de travail et des prestations équitables.

UNIA

Le Syndicat.

Pour notre équipe de la commission paritaire régionale, nous sommes à la recherche d'un ou d'une

Juriste à 50%

Votre profil:

- Formation juridique
- Expérience professionnelle en gestion de dossiers et rédaction de décisions
- Très bonnes connaissances des CCT, du droit du travail, des assurances sociales
- Aisance en rédaction française et excellente orthographe
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative, proactivité, serviabilité, sachant prioriser les tâches et respecter les délais
- Soucieux-se du respect de la confidentialité et de la neutralité
- Bonne compréhension de l'allemand à l'oral et à l'écrit
- Capacité de travailler de façon autonome et à s'intégrer dans une équipe

Vos principales tâches seront les suivantes:

- Rédaction de projets de décisions soumis à l'approbation des membres
- Présentation des projets de décisions et exécution des décisions selon les directives
- Instruction et examen des rapports de contrôles
- Prise de position en cas de recours
- Suivi et traitement des rapports de contrôles ainsi que gestion des délais
- Préparation des réponses aux questions juridiques posées
- Assistance sur les questions spécifiques (e-mails, téléphones)
- Diverses tâches administratives et de soutien

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre un environnement de travail intéressant et dynamique, dans lequel vous pourrez développer vos compétences professionnelles et votre personnalité. Nous disposons également de conditions sociales attractives.

En cas de questions sur le poste, n'hésitez pas à contacter M. Schwab au 026 347 31 34.

Dossier complet à envoyer sous pli, à l'attention du Service du Personnel, Unia Fribourg, route des Arsenaux 15, 1701 Fribourg d'ici au **15 décembre**.

Entrée en fonction: de suite.

Comptant environ 200'000 membres, Unia est le plus important syndicat interprofessionnel de Suisse. Une politique du personnel correcte est un impératif auquel nous tenons et qui est également mis en place au sein de notre propre organisation. Cela contribue à garantir des conditions de travail agréables pour l'ensemble de nos collaboratrices et collaborateurs.

UNIA

Le Syndicat.

Pour la région Fribourg du syndicat Unia, nous cherchons de suite ou date à convenir, un ou une:

Responsable RH et finances (60%-80%)

Vos tâches principales:

- Membre de la direction régionale
- Développement et garantie de l'application des processus de gestion du personnel ainsi que de gestion financière
- Etablissement et justification des budgets de la région
- Accompagnement des cadres en matière de conduite de personnel
- Recrutement du personnel au niveau régional
- Gestion des infrastructures de la région
- Personne de contact avec les départements centraux de l'organisation ainsi qu'avec la CoPe régionale

Votre profil:

- Economiste d'entreprise HES ou formation équivalente
- Expérience significative dans une fonction avec conduite de personnel
- Parfaite maîtrise de la langue française (orale et écrite) ainsi que de bonnes connaissances de l'allemand (niveau B1)
- Sens de l'organisation, esprit d'analyse et fiabilité
- Expérience dans une institution à but non lucratif constituerait un atout

Nous vous offrons une activité dans une organisation riche de sens où les contacts humains rythment les journées de travail, où les tâches sont diversifiées au sein d'une équipe volontaire et dynamique avec une place de travail en ville de Fribourg.

Force de proposition, de nature flexible et indépendante, si vous êtes intéressé-e, n'hésitez pas à contacter Monsieur Steve Cand pour de plus amples informations au 079 745 53 36.

Nous nous réjouissons de recevoir votre dossier de candidature complet online à bewerbung.be@unia.ch **jusqu'au 13 décembre**.

**WWW.
EVENEMENT.CH**

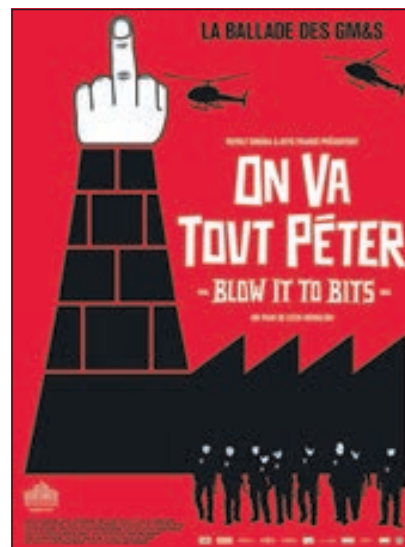
**TOUT EST
PROTÉGÉ**



**SAUF
LES RÉFUGIÉS**

Agissez sur
amnesty.ch

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



CINÉ-DOC
DÉCEMBRE 2019

ON VA TOUT PÉTER
LECH KOWALSKI

**SEANCES EN PRÉSENCE DE
SYNDICALISTES D'UNIA**

MONTHEY

Ma 3 décembre 20h

BULLE

Me 4 décembre 18h15

CHEXBRES

Me 4 décembre 20h30

ORBE

Je 5 décembre 19h30

PAYERNE

Ve 6 décembre 18h15

**VALLÉE DE JOUX
LE SENTIER**

Di 8 décembre 10h30

**LE RENDEZ-VOUS DOCUMENTAIRE
DES CINÉMAS RÉGIONAUX
WWW.CINEDOC.CH**

**Un cadeau pour Noël?
offrez**

**L'ÉVÉNEMENT
SYNDICAL**

La fin de l'année approche avec son cortège de guirlandes, de paillettes et de cadeaux à dénicher. En manque d'idées? Alors faites profiter vos proches d'une information syndicale et sociale de qualité et

**offrez un abonnement à L'Événement syndical au prix
préférentiel de 50 francs la première année
au lieu de 60 francs!**

J'offre un abonnement d'une année au prix préférentiel de 50 francs la première année à:

Nom/prénom:

Adresse:

Facture à adresser à:

Nom/prénom:

Adresse:

A retourner à L'Événement syndical, place de la Riponne 4,
1005 Lausanne ou envoyer un courriel avec les informations ci-dessus
à forum@evenement.ch

FRONDE CONTRE LE BLACK FRIDAY

Aux quatre coins de la Romandie, des actions ont eu lieu le 29 novembre pour dire non à ce jour de surconsommation



Enchaînés aux caddies, les activistes d'Extinction Rebellion et de la Grève du climat ont bloqué l'entrée principale de Fribourg Centre durant deux heures.

NEIL LABRADOR

Manon Todesco

Venu tout droit des Etats-Unis, le Black Friday, qui a eu lieu cette année le 29 novembre, devient un rendez-vous de plus en plus populaire en Europe, et notamment en Suisse. Entre promotions délirantes et incitations à se ruer dans les magasins en vue des achats des fêtes de fin d'année, plusieurs initiatives alternatives ont eu lieu pour dénoncer les effets néfastes de la surproduction, de la surconsommation et de la publicité, notamment en matière d'écologie et d'éthique.

A Genève, c'était le «Block Friday»: une convergence des luttes rassem-

blant notamment activistes du climat, féministes, syndicalistes et politiques de gauche. Plusieurs rendez-vous ont rythmé la journée, comme un pique-nique à Uni Mail, des actions de sensibilisation des clients dans les rues commerçantes ou encore une manifestation nocturne.

A Lausanne, un festival décroissant baptisé «Black Free Day» s'est tenu sur la place Chauderon avec un marché gratuit, des concerts, des ateliers de réparation ainsi que de la nourriture à base d'invendus. Du côté de Fribourg, une cinquantaine d'activistes d'Extinction Rebellion et de la Grève du climat ont bloqué durant deux heures l'accès principal du centre commer-

cial Fribourg Centre (voir ci-dessous). Enfin, dans le canton de Neuchâtel, deux *gratifierias* (marchés gratuits) ont été mis sur pied à La Chaux-de-Fonds et au centre de Neuchâtel, suivies de manifestations en fin de journée. «Dans notre monde aux ressources finies et en cohérence avec l'urgence de la situation que nous vivons actuellement, il n'est plus possible de continuer à consommer à tout va, estiment les organisateurs neuchâtelois de la Grève pour le climat. Un événement comme le Black Friday est l'exemple même des dérives de la société de consommation dont il faut absolument nous défaire si l'on souhaite offrir un avenir viable aux futures générations.»

«UNE COURSE AU PROFIT»

Pour Pablo Guscetti, secrétaire syndical en charge du commerce de détail à Genève, c'est une évidence qu'Unia se joigne au Block Friday. «Il y a une prise de conscience générale par rapport à la question climatique. Quand on sait que 70% de la pollution globale est engendrée par l'activité des entreprises, il est clair qu'un changement de paradigme radical est nécessaire, et il devra passer par un changement du monde du travail.» Pour lui, les syndicats doivent intégrer la question environnementale, notamment au cœur des CCT, et

accompagner le processus de transition en marche.

«Sur le Black Friday en tant que tel, les grandes enseignes affichent des grosses promotions, mais en réalité, elles vident leurs stocks, tout en maintenant leurs marges et en écrasant les petits commerces qui ne peuvent pas suivre, dénonce le syndicaliste. Une course au profit à tout prix qui se répercute directement sur les conditions de travail des vendeurs, qui sont soumis à toujours plus de pression et de stress.» ■

«MARÉE NOIRE POUR LA PLANÈTE»

«Le Black Friday est une marée noire pour la planète. L'industrie du textile et de la high-tech sont des plus polluantes et désastreuses pour l'environnement.» C'est le message porté à Fribourg, où l'entrée principale d'un grand centre commercial a été bloquée entre 17h et 19h par les militants d'Extinction Rebellion et de la Grève du climat. Treize d'entre eux se sont enchaînés à des caddies, dans le sas d'entrée. De chaque côté des portes, d'autres empêchaient quiconque de passer. Ils ont exigé l'annulation du Black Friday «qui va à l'encontre d'une société durable». Pendant ce temps, une «Red Brigade», défilait dans le périmètre de l'action. Vêtue de costumes rouge, couleur du sang de toutes les espèces menacées par le changement climatique, elle interpellait les clients, avec une pancarte sur laquelle on pouvait lire, en anglais, «continuez vos achats, tout va bien!»

L'action s'est terminée dans le calme, même si durant celle-ci quelques altercations avec des clients ont eu lieu. Quant à la police, elle se serait limitée à filmer les protestataires, et à désenchaîner les activistes après la fermeture du magasin. Co-président d'Unia Fribourg, Eric Ducrey salue l'esprit de bienveillance ayant régné durant le blocage, tant de la part des activistes, que des forces de l'ordre et des membres de la sécurité de Fribourg Centre. «Le courage de cette jeunesse est plus près de ma conviction de syndicaliste que tout autre mouvement. Elle représente cette société idéale où tous sont égaux», relève-t-il, avant d'appeler les travailleurs à s'engager «dans une nouvelle vision du monde, à l'opposé de celle de l'esclavage consumériste des dernières décennies.» ■ L'ES

Saga autour du «Black Friday» à Vevey

A la suite d'un recours d'Unia, le Tribunal cantonal a interdit l'ouverture prolongée des magasins le 29 novembre. Une décision suspendue le jour même par le Tribunal fédéral

Aline Andrey

Ouvrira, ouvrira pas? Le suspense était encore brûlant vendredi matin, jour du «Black Friday», fête de la surconsommation. Le jour d'avant pourtant, Unia criait victoire à la suite de l'interdiction de l'ouverture prolongée des magasins de 20 heures à 22 heures le 29 novembre à Vevey. Le syndicat, au nom du personnel de vente avait en effet attaqué en justice la décision municipale d'autoriser une extension des horaires en vertu du «Black Friday». Pour le Tribunal, en l'absence de tout événement culturel, social ou sportif et, constatant qu'avec une ouverture jusqu'à 20 heures chaque vendredi prévue par le règlement communal, l'amplitude horaire était déjà bien assez large. Il avait donc annulé avec effet immédiat cette décision de la Municipalité veveysanne.

Unia écrivait alors: «Cette décision de bon sens doit enfin appeler les autorités communales à limiter les extensions dites extraordinaires auxquelles elles ont trop souvent recours. Une convention collective cantonale permettant une harmonisation des conditions de travail est nécessaire au lieu d'extensions d'horaires sans aucune compensation.» Pour Giorgio Mancuso, responsable du secteur tertiaire à Unia Vaud, ce jugement était aussi une «excellente nouvelle pour les vendeuses et les vendeurs. Une ouverture prolongée jusqu'à 22 heures constitue une dégradation importante des conditions de travail. En l'absence de dialogue social ou d'une convention collective de travail, elle n'était pas acceptable.» Or le lendemain, à la suite du recours de la Municipalité, le Tribunal fédéral octroyait un effet suspensif à la déci-

sion du Tribunal cantonal, ayant pour conséquence que le personnel des grands magasins veveysans ont dû travailler jusqu'à 22 heures en ce vendredi noir...

Pour Unia, la nécessité d'entamer des négociations sur une convention collective cantonale pour le secteur de la vente a une nouvelle fois été démontrée. «Les conditions de travail du personnel ne peuvent pas être détériorées par des décisions isolées sur les horaires, dans le cadre d'une concurrence entre communes qui n'a pas de sens. Jusqu'à la conclusion d'un tel accord, Unia continuera à combattre, en votation populaire ou devant les tribunaux, les extensions d'horaires injustifiées, afin d'éviter que les vendeuses et les vendeurs en fassent les frais.» ■

POING LEVÉ

L'E-COMMERCE NE FAIT PAS DE CADEAU AUX SALARIÉS

Par Jérôme Béguin

Vendredi, à l'occasion du Black Friday, et tout ce mois de décembre en prévision des Fêtes, les sites d'e-commerce surchauffent. En premier lieu Amazon, qui fait l'objet de deux récentes études en France. La première a été réalisée par Attac, l'union syndicale Solidaires et les Amis de la Terre, tandis que l'autre est signée par l'ancien secrétaire d'Etat au numérique de Macron, Mounir Mahjoubi. Elles débouchent sur la même conclusion: pour un emploi créé dans l'Hexagone, le géant mondial du commerce électronique en détruit deux. «Ses entrepôts embauchent 2,2 fois moins de salariés que les commerçants traditionnels» et son activité «a potentiellement supprimé 10 400 emplois dans le commerce de proximité», écrit l'ex-ministre – qu'on ne peut suspecter d'écologisme. Le député met en cause une «organisation du travail contestable»: «Par la répétition minutée de gestes simples et mécaniques, les préparateurs de commandes s'épuisent physiquement et psychologiquement. Considérés aujourd'hui comme des robots, Amazon remplacera demain ces hommes et ces femmes par des machines autonomes.»

4000 robots autonomes s'activent déjà dans un centre logistique inauguré cette année dans la région parisienne par la société de Seattle. A leur côté, on ne dénombre que 670 postes de travail humain. Il ne faudra qu'une dizaine d'années encore pour voir les entrepôts entièrement gérés par ces robots, expliquait au printemps dernier Jeff Bezos. Le patron de la firme est l'un des hommes les plus riches du monde avec une fortune de plus de 100 milliards de francs, qui devrait s'accroître encore à l'avenir puisque, comme le montre le rapport d'Attac, Solidaires et les Amis de la Terre, Amazon dissimule une partie de son chiffre d'affaires aux impôts (57% pour la France) et pratique l'évasion fiscale. Soit dit en passant, si cette automatisation des processus de travail se poursuit dans la logistique et d'autres branches, il faudra bien réduire massivement le temps de travail, partager les emplois et, afin de financer la prévoyance professionnelle, élargir l'assiette des cotisations aux profits.

Amazon n'a pas encore posé le pied chez nous. Mais la multinationale dispose de quelques facilités offertes par... La Poste – qui une fois encore n'est guère guidée par l'intérêt général et qu'il faudrait ramener à un rôle de régie publique – et réalise déjà un chiffre d'affaires de 600 millions (données de 2017) dans notre pays, derrière Zalando (800 millions en 2018) et Digitec Galaxus (qui tutoie le milliard). Ce dernier site appartient à Migros, mais ses 1300 employés ne sont pas couverts par la Convention collective du groupe. Dans une enquête menée en 2017 dans la vente en ligne, Unia constatait que 87% des salariés interrogés aspiraient à de meilleures conditions de travail et d'embauche. Relevons enfin que c'est bien le géant orange qui demande constamment un élargissement des horaires d'ouverture des magasins... en raison de la concurrence du commerce en ligne – dont il occupe la première place dans notre pays. ■

HALTE À LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES!

Des milliers de personnes sont descendues dans la rue, notamment à Lausanne, Neuchâtel, Fribourg et Genève, pour dénoncer les actes violents à l'égard des femmes et les féminicides



C'est autour de chaussures rouges et de bougies que les manifestantes genevoises se sont retrouvées le lundi 25 novembre.

Sylviane Herranz

En Suisse comme dans le monde entier, des milliers de personnes ont manifesté à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, célébrée chaque 25 novembre. Les actions ont démarré dans certaines villes le samedi déjà. A Paris par exemple, plus de 50 000 personnes se sont rassemblées pour dire stop aux féminicides. En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint. En Suisse, les chiffres sont aussi affolants, relativement à la population. Selon l'Office fédéral de la statistique, une personne meurt chaque quinze jours en raison de la violence domestique. Et chaque semaine, il y a une tentative d'homicide. Des victimes qui, dans la grande majorité des cas, sont des femmes. En Suisse romande, plus de 2000 personnes, de tous âges et de tous genres, ont défilé le samedi 23 novembre à Lausanne pour dénoncer les violences

sexistes et sexuelles. Le slogan «Solidarité avec les femmes du monde entier» faisait écho aux militantes brandissant des pancartes pour les femmes du Rojava et du Chili, aux premières lignes des violences. La manifestation s'est terminée par un vibrant hymne féministe: «Debout, debout, debout!» A Neuchâtel, les rues ont aussi résonné le samedi soir de la colère de quelque 300 personnes appelant notamment à «briser le silence, pas les femmes». Des actions ont encore eu lieu durant le week-end à Vevey et en Valais. A Fribourg, le collectif de la grève féministe s'est mobilisé le 25 novembre au soir, à la lueur des lumignons et des lanternes, avec plusieurs organisations engagées contre les violences faites aux femmes, le harcèlement sexuel ou encore les inégalités. Après les prises de parole sur la place Georgette-Python, rebaptisée une nouvelle fois pour l'occasion, plus de 800 personnes ont manifesté dans les rues de la ville. A Genève, ce sont plus de 300 femmes, et quelques hommes, qui se sont aussi ré-

unies en fin de journée le lundi autour de symboliques chaussures rouges et de bougies, posées rue de la Monnaie. Plusieurs femmes se sont exprimées, porteuses de la voix de toutes les victimes qui gardent le silence face à une violence systémique.

MODIFIER LE CODE PÉNAL

Jeudi passé, Amnesty international entrainé en jeu en déposant auprès de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et du Département de justice et police, une pétition signée par 37 000 personnes et 37 organisations. Face

à l'ampleur des violences sexuelles en Suisse, la pétition exige une réforme du droit pénal, reconnaissant que tout rapport non consenti est un viol. Trop souvent, les rares personnes osant porter plainte pour des actes de violence sexuelle ne sont pas entendues par la justice, la définition du viol et de la contrainte étant obsolète et non conforme aux normes internationales et à la Convention d'Istanbul qui mettent au centre la question du consentement mutuel. Selon une enquête de gfs.bern, réalisée à la demande d'Amnesty et publiée en mai dernier, 22% des femmes en Suisse ont déjà subi des actes sexuels non consentis, 12% ont eu un rapport sexuel contre leur gré et seules 8% ont porté plainte. Les pétitionnaires réclament également une formation obligatoire et continue des juges, de la police et des avocats ainsi qu'une collecte systématique des données. ■



Marche lumineuse à Fribourg contre les violences faites aux femmes.

L'USS veut redonner du pouvoir d'achat aux Suisses

Les syndicats proposent un train de mesures pour faire face au recul des salaires réels

Jérôme Béguin

Nous l'évoquions dans notre dernière édition: les Suisses ont un gros problème de pouvoir d'achat et l'Union syndicale suisse (USS) a tiré la sonnette d'alarme lors d'une conférence de presse tenue à la mi-novembre. Les salaires font en effet du surplace, alors même que l'économie se porte mieux après les années difficiles du franc fort. Les salaires nominaux n'ont ainsi augmenté dans l'ensemble de l'économie que de 0,5% en 2018, selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique. Tandis que le taux d'inflation atteignait 0,9%, le salaire réel, soit le revenu véritablement disponible, a baissé en moyenne de 0,4%. Il avait déjà diminué de 0,1% en 2017, année où la Suisse enregistrait sa première baisse. D'après l'USS, la situation ne devrait pas être plus rose en 2019 en raison de la progression minimale des rémunérations, de la hausse des taxes, des redevances et des coûts de la santé. Au cours des vingt dernières années, les primes d'assurance maladie ont augmenté de quelque 120%. Avec 40% d'augmentation seulement, les subsides maladie, eux, n'ont pas suivi cette courbe. En moyenne, les ménages modestes et moyens consacrent aujourd'hui près de 15% de leur salaire net aux primes. A cette dépense s'ajoutent les franchises, quotes-parts et médicaments non remboursés. Les retraités et futurs retraités tirent aussi la langue. Depuis plusieurs années, les avoirs de la prévoyance vieillesse sont moins bien rémunérés et les rentes calculées sur ces avoirs diminuent. Les futurs retraités touche-

ront non seulement moins de rente du 2^e pilier que leurs prédécesseurs, mais ils auront aussi cotisé plus. De son côté, l'AVS se porte mieux, mais les rentes de cette dernière stagnent. Pour 2019, elles n'ont été relevées que de 0,9%, ce qui ne suffit pas à absorber la hausse des primes maladie. D'année en année, les ménages de retraités ont de moins en moins d'argent pour vivre en raison de l'augmentation des coûts de la santé et sollicitent les prestations complémentaires. Ces aides sont accordées lorsque les rentes AVS et LPP ne suffisent plus à couvrir les besoins vitaux. Désormais, près d'un retraité sur dix en a besoin pour joindre les deux bouts. Ce pouvoir d'achat en recul ne représente pas seulement un problème pour les ménages concernés, mais a aussi des répercussions sur l'économie. La consommation par habitant n'augmente plus que dans le secteur de la santé, depuis environ cinq ans, elle recule de plus en plus dans les secteurs des biens de consommation, ce qui explique une part significative des difficultés que rencontre le commerce de détail.

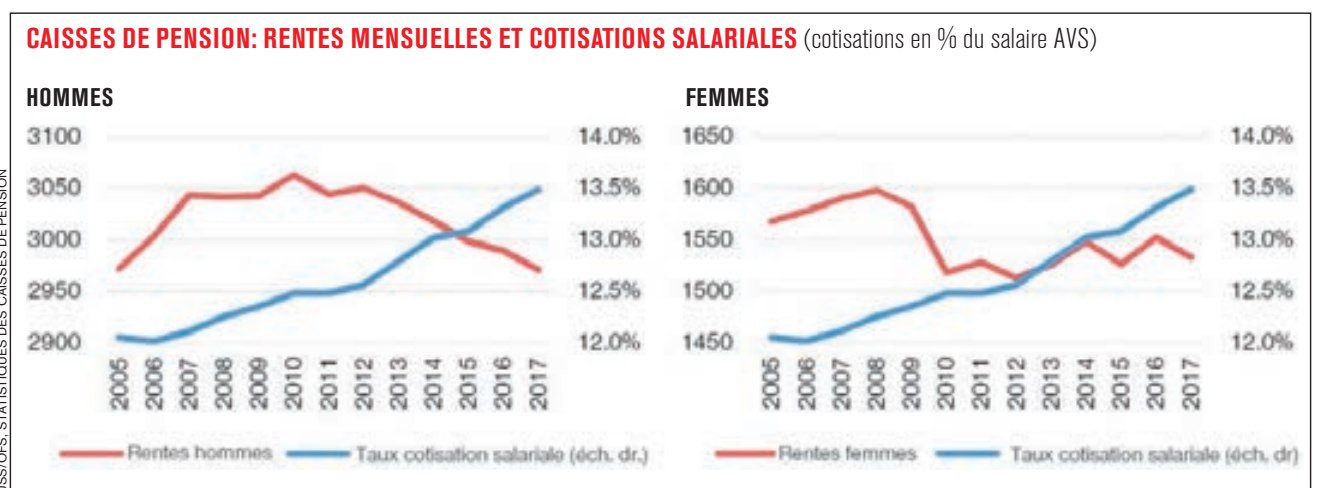
«INÉDIT, INJUSTIFIÉ ET INQUIÉTANT»

La croissance de notre produit intérieur brut (PIB) ne connaît pourtant pas la crise. Son taux s'est monté à 2,8% en 2018, il devrait atteindre 0,9% en 2019 et 1,9% en 2020, ce qui rend pour le moins anormal cet effritement du pouvoir d'achat. «C'est inédit, c'est injustifié et c'est inquiétant, quand on pense à ce qui pourrait se passer en cas de récession», a dit Pierre-Yves Maillard au cours de la conférence de presse. Pour le président de l'USS, ce manque de répartition des fruits de la

croissance fragilise non seulement des pans de notre économie, mais menace aussi le consensus démocratique et le pacte social. «On le voit partout sur la planète et notre pays doit, lui aussi, être attentif», a souligné le Vaudois en rappelant que nous voterons en mai prochain sur l'initiative de l'UDC mettant fin à la voie bilatérale avec l'Union européenne: «Nous aurons à convaincre la population que notre modèle économique peut apporter de la sécurité sociale à tous.» Contre la politique du pire, l'USS propose un train de mesures pour d'avantage de pouvoir d'achat et une Suisse plus sociale, qui passe par une hausse substantielle des rémunérations, une généralisation du 13^e salaire, une extension des conventions collectives fixant des minimums salariaux, mais aussi la lutte contre la discrimination salariale des femmes, le développement des structures d'accueil des enfants, l'augmentation des allocations

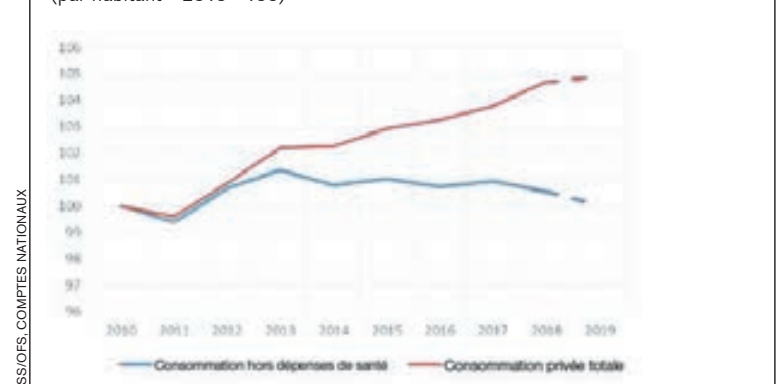
familiales et la limitation à 10% du revenu disponible de la charge représentée par les primes maladie. Enfin, la fédération syndicale demande une amélioration du rapport coût-prestations dans le 2^e pilier, qu'une partie des

benefices de la Banque nationale soit redistribuée à l'AVS et que celle-ci délivre une 13^e rente mensuelle. Sur ce dernier point, l'USS a décidé de lancer une initiative en 2020 (voir L'ES du 20 novembre). ■



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION RÉELLE DES MÉNAGES PRIVÉS

(par habitant - 2010=100)



La mobilisation pour un délégué syndical porte ses fruits

Rassemblés le 21 novembre pour dénoncer le licenciement de leur représentant du personnel, les employés de la fonderie genevoise ont réussi à faire plier la direction

Manon Todesco

Douze heures pétantes devant la fonderie Kugler, au Lignon, le 21 novembre. Les syndicalistes d'Unia débarquent, drapeaux, banderoles, tente et ravitaillement sous les bras. «Réintégrez le délégué!», voilà le message. Les collègues sortent, en soutien avec leur représentant du personnel depuis environ huit ans, licencié quelques jours auparavant avec effet immédiat après 17 ans de service. Malek, le principal intéressé, est présent.

A peine le piquet de grève installé que le patron de la fonderie demande à dialoguer avec le syndicat. En moins d'une heure, le conflit est réglé. «Nous avons discuté de la possibilité de réintégrer Malek à son poste, rapporte Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève. Face à la complexité de la situation, la réintégration n'était pas envisageable. Nous avons opté pour une autre piste, à savoir celle d'une mesure d'accompagnement à la hauteur des attentes de Malek, lui permettant de sortir digne-

ment de l'entreprise.» Le montant de l'enveloppe ne sera pas dévoilé, mais Malek se montre satisfait.

DANS LE VISEUR

Revenons brièvement sur l'historique de ce conflit. Tout commence, selon le délégué Unia, au mois de mai dernier, lorsqu'un nouveau directeur intègre Kugler. Peu de temps après, l'annonce d'un licenciement collectif de dix personnes tombe. «Je me suis battu bec et ongles, comme d'habitude, et j'ai réussi à faire annuler ce licenciement collectif.» Combatif, redoutable et extrêmement efficace, Malek se retrouve vite dans le viseur de ce supérieur. «Je savais qu'il voulait se débarrasser de moi, mais je ne pensais pas que ça allait se passer de cette façon.» Sans entrer dans les détails, ce dernier est licencié avec effet immédiat le 18 novembre pour des faits qu'il conteste. «J'ai pris un coup de massue!» Il se dit toutefois très satisfait de l'accord négocié: «Je n'ai encore aucune piste professionnelle, j'ai besoin de temps pour encaisser le coup.»



ERIC ROSET

Une grève éclair a permis de trouver un accord à la hauteur des attentes du délégué syndical licencié.

PROTECTION LACUNAIRE

Collègue apprécié, Malek va laisser un vide, d'autant qu'il était le seul délégué chez Kugler. Les employés vont donc devoir en désigner un autre, encore faut-il que l'un d'entre eux ose braver la fonction après ce qu'il vient de se passer... «Nous sommes face à un

problème extrêmement grave qui dépasse le cas individuel de Kugler, reprend Alessandro Pelizzari. Les représentants du personnel sont de plus en plus mis sous pression par leur direction, et certaines entreprises préfèrent les éliminer, quitte à être mal vues ou à devoir payer des indemnités, plutôt

que de les garder. C'est un scandale que cela existe encore en Suisse en 2019! C'est donc aussi l'occasion pour nous de dénoncer une nouvelle fois le manque de protection contre les licenciements des délégués syndicaux.» ■

Symetis: les salariées se mobilisent pour le maintien des emplois

La direction de l'entreprise d'Ecublens envisage de délocaliser toutes ses activités en Irlande

Sylviane Herranz

«**O**n assiste à nouveau à une volonté de piller le savoir-faire. Symetis parle d'un motif économique alors que le site tourne parfaitement et qu'il est rentable. Dernièrement, beaucoup de personnes ont été engagées. Et maintenant, ils veulent délocaliser en Irlande.» Le syndicaliste d'Unia Abdeslam Landry ne cachait pas sa colère la semaine dernière, après l'annonce de la société établie à Ecublens, dans la banlieue lausannoise, de déplacer ses activités à Galway en Irlande. Une situation similaire à celle de Thermo Fisher, implantée à deux pas de là, lorsque la

direction américaine voulait elle aussi déplacer sa production en Tchèque il y a deux ans. Symetis, entreprise à la pointe du développement médical, fabrique un système d'implantation de valves cardiaques. Elle a été rachetée en mars 2017 par le groupe américain Boston Scientific. Le 20 novembre, elle informait ses employés de sa volonté de délocaliser en Irlande, avec comme conséquence le risque de disparition des quelque 140 emplois et de l'ouverture d'une procédure de consultation. Selon Unia, tous les services seraient concernés. De son côté, la direction parle, selon l'ats, d'une évaluation du «transfert des activités de Recherche &

Développement et de fabrication» de son site d'Ecublens vers celui de Galway. Alerté, le syndicat Unia a rapidement réagi. Deux assemblées des travailleurs se sont réunies la semaine dernière. Ils lui ont donné mandat de les seconder. «Pour les salariés, le maintien de l'emploi à Ecublens est la première priorité. Ils sont prêts à se mobiliser dans ce but. Sans pression, les meilleures propositions faites dans le cadre d'une procédure de consultation peuvent finir à la poubelle», explique Abdeslam Landry, alors que la consultation devrait prendre fin à la mi-décembre. Lors de la seconde assemblée, les travailleurs ont également élu une délégation qui s'est rendue lundi matin à



THIERRY PORCHET

Nuages noirs sur les emplois de la société d'Ecublens, rachetée en mars 2017 par le groupe américain Boston Scientific. Les salariés veulent se battre contre la délocalisation.

un rendez-vous avec les responsables de l'entreprise. Ils ont demandé à ce qu'Unia puisse les accompagner, ce que la direction a refusé. Faute de présence syndicale, la délégation s'est retirée de l'entretien. Quant aux deux syndicalistes attendant devant la porte, ils ont été informés que la direction ne pouvait les recevoir. Face à la sourde oreille de cette dernière, qui attend probablement la position des dirigeants américains, une assemblée générale du personnel était convoquée hier, mardi, à la sortie du travail. Des mesures de lutte pourraient être envisagées. A suivre. ■

Eldora se plie au jugement

Condamnée à verser quatre mois de salaire à un ex-employé pour licenciement abusif, l'entreprise a d'abord voulu contre-attaquer au pénal, puis s'est ravisée pour débiter un dialogue social durable

Manon Todesco

En mai 2018, nous relations l'histoire de ces quatre employés du restaurant du personnel de l'entreprise Dentsply Sirona, à Ballaigues dans le Nord vaudois. Employés par le groupe Eldora, ils avaient été licenciés quelques mois auparavant après avoir osé dénoncer les agissements de leur supérieur. Humiliations, insultes, mobbing, ce dernier avait réussi à pousser l'équipe à bout. Unia, qui défendait les travailleurs, a tenté à plusieurs reprises d'entrer en contact avec le groupe afin de régler le conflit, en vain. Des procédures individuelles avaient alors été lancées auprès du Tribunal des

prud'hommes pour licenciement abusif et mobbing.

VICTOIRE

Un an et demi plus tard, sur les quatre employés concernés, un n'a pas voulu aller en justice, deux autres ont réussi à trouver un accord avec Eldora devant le juge et le dernier a récemment gagné son procès. «Le tribunal a reconnu le licenciement abusif et condamné l'entreprise à verser quatre mois de salaire, soit plus de 22 000 francs, rapporte Nicolas Rochat Fernandez, juriste et responsable de la section Unia Nord vaudois. C'est assez rare, ce qui rend la victoire encore plus belle.» Très atteint par cette histoire qui l'avait plon-

gé dans un burn-out déjà en 2018, Thierry* est heureux de ce verdict, rapporte le juriste, même si la procédure a été éprouvante. Dans un premier temps, Eldora a refusé le verdict et menacé d'attaquer Thierry au pénal pour diffamation. Unia dénonce une attitude invraisemblable et le Conseil d'État est rapidement interpellé par le député et syndicaliste Arnaud Bouverat sur le comportement de cette entreprise, présenté comme «inquiétant».

CONFLIT RÉSOLU

Pour finir, le groupe Eldora a renoncé à recourir au Tribunal cantonal et préféré emprunter la voie du dialogue. Lors

d'une rencontre entre la direction générale et le syndicat fin novembre, la première a décidé d'exécuter le jugement dans les meilleurs délais et de retirer toutes les plaintes pénales déposées dans le cadre du litige. «Le syndicat prend acte de cette décision bienvenue, mais regrette que le dialogue n'ait pas pu s'instaurer plus tôt», réagit Unia dans un communiqué de presse. Afin d'éviter des procédures longues et coûteuses à l'avenir, le syndicat Unia et le groupe Eldora ont décidé d'engager un dialogue social constructif. Le but? Développer des modalités de résolution des conflits, garantir les libertés syndicales et mettre en place des conditions de travail exemplaires

dans le domaine de la restauration de collectivités. Le groupe Eldora et Unia feront état du résultat de leurs discussions, au plus tard au printemps 2020. «Je salue le courage de ces travailleurs qui ont osé dénoncer cette situation au péril de leur avenir professionnel, commente Nicolas Rochat Fernandez. Quand bien même ils ont gagné en justice, la route est encore longue pour la protection des salariés dans ce pays!» ■

*Prénom d'emprunt.

HOMMAGE À LILIANE VALCESCHINI

L'ADIEU À UNE GRANDE MILITANTE

Jean-Claude Rennwald

C'est une foule dense et émue qui, la semaine dernière à Yverdon, a rendu un dernier hommage à Liliane Valceschini, une grande dame du syndicalisme suisse.

Pour le grand public, Liliane Valceschini, décédée à l'aube de ses 82 ans, était surtout connue comme celle qui avait eu l'idée de la grève des femmes du 14 juin 1991. Idée dont elle avait alors fait part à Christiane Brunner, cette dernière réussissant à convaincre l'Union syndicale suisse (USS) du bien-fondé de ce combat. A juste titre, Liliane est mentionnée dans l'ouvrage collectif, *Mieux qu'un rêve, une grève! La grève des femmes du 14 juin 1991 en Suisse*. Elle est notamment l'auteure d'un texte intitulé *Si maman faisait grève*.

Le 14 juin 1991, Liliane Valceschini et ses collègues de L'Orient, à la vallée de Joux, avaient levé le pied, suivies par près de 500 000 femmes dans tout le pays. Vingt-huit ans après, quelques semaines avant la grève des femmes de cette année, Liliane avait expliqué comme suit ses motivations de l'époque, dans une interview accordée à Caroline Gebhard, de *La Région*: «C'était en 1990. J'étais bien engagée syndicalement parlant et nous avions eu une discussion à propos d'une entreprise qui prétendait énormément les femmes. En rentrant, il m'est revenu en mémoire que le droit à un salaire égal pour un travail égal était inscrit depuis 1981 dans la Constitution fédérale et que, l'année suivante, cela ferait dix ans. J'ai pensé qu'on devait marquer le coup et, pourquoi pas, faire une grève.» Fin de citation.

Evoquant plus loin la future grève des femmes de 2019, Liliane ajoutait encore ceci: «Je suis heureuse que les femmes d'aujourd'hui se remobilisent. J'espère qu'au lieu de 500 000, comme en 1991, elles seront un million! Il ne faut jamais baisser les bras!» Cet optimisme intarissable était l'un des éléments clés de la personnalité de Liliane. Horlogère à la Lemania, comme ses parents, membre de la FTMH dès l'âge de 17 ans, Liliane était aussi une militante de pointe du syndicalisme horloger. Et c'est très tôt qu'elle prit conscience des inégalités entre hommes et femmes, en particulier lorsque sa mère était allée demander une augmentation. Le patron lui avait alors répondu que son mari et sa fille étaient dans la même usine, et que son salaire devait lui suffire!

Liliane fut notamment membre de la commission de négociation horlogère du syndicat FTMH (aujourd'hui Unia). A ce titre, elle participait aux négociations annuelles sur les salaires et à celles relatives au renouvellement de la Convention collective de travail de la branche. Une convention qu'elle connaissait comme sa poche, aussi bien et parfois mieux que certains permanents syndicaux. Mais le grand mérite de Liliane, c'était d'être un véritable pivot entre la base ouvrière et l'appareil syndical. Il est vrai que plus ces relais sont nombreux, plus le syndicat est efficace. L'auteur de ces lignes n'a participé qu'à un seul renouvellement de la convention horlogère avec Liliane, celle qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997. A cette occasion, nous avons obtenu satisfaction sur



THIERRY PORCHET

Liliane Valceschini, ouvrière horlogère, femme de cœur et de conviction, a partagé à plusieurs reprises son enthousiasme avec les lecteurs de *L'Événement syndical*. Ici, il y a huit ans, à l'occasion des 20 ans de la grève des femmes de 1991.

au moins deux points importants:

- Tout d'abord l'augmentation du droit aux vacances, qui était alors passé de 4 semaines et demie à 5 semaines pour toutes et tous, et de 5 semaines et demie à 6 semaines pour les travailleuses et les travailleurs de 50 ans et plus.
- Ensuite, l'introduction, pour la première fois dans une convention collective de travail, d'un dispositif de prévention et de règlement des cas de harcèlement sexuel et de harcèlement moral, appelé aussi mobbing. Dispositif nommé «Protection de la personnalité». Ce dernier élément s'inscrivait particulièrement bien dans les préoccupations de Liliane, dans son combat permanent pour l'égalité entre hommes et femmes, de sorte qu'elle était très fière de ce résultat. Comme nous tous d'ailleurs.

On me permettra ici une note plus personnelle. Ce printemps, j'ai publié un livre ayant pour titre *Socialiste un jour, socialiste toujours*. J'en avais envoyé un exemplaire à Liliane, en signe de reconnaissance de son immense engagement syndical. Quelques jours plus tard, elle m'a envoyé ce petit mot, non sans malice: «Syndicaliste un jour, syndicaliste toujours!» Au-delà de l'anecdote, ces propos montrent que, pour Liliane, certaines valeurs ont un caractère permanent, voire éternel. Oui, ce qui fait la force d'une femme ou d'un homme, c'est la croyance et la mise en œuvre des valeurs auxquelles on tient. On comprend aussi pourquoi Christiane Brunner a déclaré, lors de la cérémonie d'adieu: «J'ai connu Liliane et la vallée de Joux en même temps. Deux coups de cœur d'un coup, quelle chance!» ■

BRÈVES

CINÉ-DOC «ON VA TOUT PÉTER»
SÉANCES AVEC UNIA!

Comme annoncé dans notre dernière édition (*L'ES* du 20 novembre), l'association Ciné-Doc organise avec Unia, et c'est une première, la projection du film *On va tout péter* suivie d'une discussion en présence d'un syndicaliste des régions concernées. Ce film relate l'histoire de 300 ouvriers de l'usine GM&S dans la Creuse qui, en 2017, apprennent que leur entreprise va se séparer de la moitié de ses travailleurs. Un film réalisé par le cinéaste britannique Lech Kowalski qui s'est immergé durant neuf mois au cœur de leur lutte.

Après Monthey où la séance a eu lieu hier, cinq projections sont encore prévues entre ce soir et dimanche. Les syndiqués Unia bénéficieront d'un prix réduit sur présentation de leur carte de membre. ■ **L'ES**

Bulle: mercredi 4 décembre, 18h15, Cinéma Prado. Discussion avec Armand Jaquier, secrétaire régional Unia Fribourg.

Chexbres: mercredi 4 décembre, 20h30, Cinéma de la Grande Salle. Discussion avec Yves Defferrard, secrétaire régional Unia Vaud. Apéritif offert avant la séance à 20h.

Orbe: jeudi 5 décembre, 19h30, Cinéma Urba. Discussion avec Nicole Vassalli, secrétaire syndicale Unia Vaud.

Payerne: vendredi 6 décembre, 18h15, Cinéma Apollo. Discussion avec Edy Zihlmann, secrétaire syndical Unia Vaud.

Vallée de Joux, Le Sentier: dimanche 8 décembre, 10h30, Cinéma La Bobine. Discussion avec Noé Pelet, syndicaliste Unia Vallée de Joux. Petit-déjeuner offert avant la séance à 10h.

GENÈVE REGARDS DE RÉALISATRICES
PALESTINIENNES

Pour leur 8^e édition qui se déroulera du 5 au 10 décembre à Genève, les Rencontres cinématographiques Palestine: Filmer c'est exister, mettront à l'honneur les réalisatrices palestiniennes. Une manière de participer à la dynamique de la lutte des femmes qui se font entendre dans de nombreux pays. Comme le soulignent les organisateurs, l'édition de cette année «donne un aperçu de la richesse et des sensibilités spécifiques qui se dégagent des réalisations des cinéastes palestiniennes. D'une part, la résistance quotidienne contre l'occupation israélienne et la dépossession des terres est omniprésente, avec les conséquences particulières de cette réalité sur les femmes. D'autre part, leurs films font éclater les stéréotypes culturels et abordent des questions sensibles, considérées souvent comme tabou dans la société patriarcale et par leurs collègues masculins: les choix amoureux assumés, les tortures sexuelles infligées aux prisonnières et aux prisonniers, les déceptions lors du retour tant rêvé au pays ou encore les féminicides.»

Cinq réalisatrices palestiniennes seront présentes après les projections pour échanger avec le public sur les difficultés rencontrées en tant que femmes dans l'industrie du cinéma. Le dimanche, à 17h30, une table ronde les réunira sur la thématique du «triple défi d'être cinéaste, femme et palestinienne». D'autres personnalités ou associations participeront également à des discussions. Un hommage à la reporter de guerre et cinéaste Jocelyne Saab aura également lieu, avec notamment la présentation de ses films sur la Palestine tournés entre 1974 et 1982.

Les projections d'un vaste panel de films auront lieu au cinéma du Grütli, rue du Général-Dufour 16, dès jeudi soir et jusqu'au mardi 10 décembre. Les samedi et dimanche, les Rencontres débutent à 10h. ■ **L'ES**

Le programme et plus d'informations sur: palestine-fce.ch

CINÉCLUB LE VRAI COÛT DES VÊTEMENTS
BON MARCHÉ

Le Cinéclub militant d'Yverdon-les-Bains projette le documentaire d'Andrew Morgan *The True Cost* (2015), qui plonge dans les conditions de vie effroyables des ouvriers du textile et les effets environnementaux de cette industrie, tout en faisant le lien avec la consommation et le capitalisme, le 11 décembre à 20h15 à la Maison des associations, Le Tempo, quai de la Thièle 3. La projection sera précédée d'un repas dès 19h. ■ **AA**

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: syndicat

Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h.

Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h; vendredi fermé.

Bienne: caisse de chômage

Téléphone: lundi de 10h à 11h30; mardi à vendredi de 8h à 11h30.

Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h.

Granges-Longeau: syndicat

Téléphone: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 9h à 11h et de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Granges-Longeau: caisse de chômage

Téléphone: mardi, mercredi et jeudi de 9h à 12h; vendredi de 9h à 11h et de 14h à 17h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de

13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Lyss: Mardi et jeudi de 14h à 18h.

FRIBOURG

HORAIRES DE FIN D'ANNÉE

Secrétariats et permanences

Durant les fêtes de fin d'année, nos bureaux seront fermés du mardi 24 décembre au vendredi 3 janvier 2020.

Dernières permanences syndicales avant les fêtes: samedi 21 décembre de 8h30 à 11h à Fribourg et à Bulle.

Premières permanences syndicales en 2020: mardi 7 janvier de 18h30 à 20h à Morat (au Centre espagnol), mercredi 8 janvier de 16h à 18h30 à Fribourg et à Bulle.

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES
SANS STATUT LÉGAL

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

La permanence a lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:

Neuchâtel: le mardi 10 décembre à 16h.

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 12 décembre à 16h.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40.

Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20.

Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60.

Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30.

Mardi soir, de 17h à 19h.

VALAIS ROMAND

NOËL DES ENFANTS

Le cinéma du Noël des Enfants pour le Valais Romand se déroulera aux dates et heures suivantes.

Section du Valais Central: projection de *La Reine des Neiges 2*, le dimanche 8 décembre à:

Sierre, à 10h au cinéma du Bourg.

Sion, à 10h au cinéma Capitole.

Section du Bas-Valais: projection de *La Reine des Neiges 2*, le samedi 14 décembre à:

Martigny, à 9h30 au cinéma Casino.

Monthey, à 9h30 au cinéma Plaza.

Pour les enfants et petits-enfants des membres Unia, l'entrée est gratuite.

Pour les accompagnants, une participation de 12 francs par personne est demandée.

Les billets sont à retirer pendant les heures d'ouverture des différents secrétariats d'Unia Valais.

**WWW.
EVENEMENT
.CH**

Les ouvriers de la métallurgie du bâtiment chauffés à blanc

Les travailleurs genevois jugent inacceptables les demandes patronales et sont bien décidés à défendre leurs conditions de travail

Jérôme Béguin

À Genève, les ouvriers de la métallurgie du bâtiment ne sont pas contents du tout. Une centaine d'entre eux se sont réunis en assemblée jeudi dernier pour prendre position sur les négociations en cours pour le renouvellement de leur Convention collective de travail (CCT). Celle-ci bénéficie à environ 5000 travailleurs actifs notamment dans la construction métallique, l'installation sanitaire, le chauffage ou l'électricité. Les partenaires sociaux ont entamé les discussions en début d'année, ils se sont mis d'accord pour prolonger d'une année la CCT, soit jusqu'à fin 2020. Et d'augmenter les salaires réels de 50 francs et les salaires minimaux de 2% dès le 1^{er} janvier prochain. La partie patronale a toutefois attendu une dizaine de mois pour présenter ses revendications pour le renouvellement de la CCT et elles passent plutôt mal chez les travailleurs.

FLEXIBILISATION

Les employeurs veulent tout d'abord étendre les horaires normaux de travail, aujourd'hui compris entre 7h et 18h, de 6h à 22h. «Cela correspond à une plage horaire de 16 heures, il faut s'attendre à ce que les grosses boîtes mettent en place deux équipes travaillant chacune huit heures. Les patrons

n'auront plus besoin d'obtenir une dérogation ni de majorer les salaires. Si vous refusez ces nouveaux horaires, on vous montrera la porte. Les chantiers qui dureraient une année, vous allez les faire en six mois. Et comme Genève n'est pas extensible, il y aura bien vite moins de travail», a prévenu Blaise Ortega, secrétaire syndical d'Unia Genève, à l'assistance.

Ensuite, en ce qui concerne les indemnités de repas, les employeurs présentent une solution fort éloignée de la demande d'Unia de s'aligner sur le secteur principal de la construction, soit 25 francs par jour. Aujourd'hui, les ouvriers de la métallurgie du bâtiment touchent au mieux 15 francs et souvent rien du tout. Les patrons proposent 18 francs si tant est que les collaborateurs soient employés plus de cinq heures et à au moins huit kilomètres du siège de l'entreprise. «Pratiquement personne ne touchera ce panier», a averti Blaise Ortega.

Enfin, les employeurs veulent que l'adaptation des salaires au coût de la vie soit, pour reprendre leur formule, laissée «à la discrétion de l'entreprise». «Ils veulent décider à qui donner une augmentation et utiliser le coût de la vie pour gratifier leurs employés», a traduit le secrétaire syndical.

ORGANISER LA GRÈVE

Inacceptable pour les travailleurs, qui, à l'unanimité, ont voté le refus d'entrer en matière sur les desiderata des employeurs. «Ces revendications patronales dégradent encore nos conditions de travail, pourtant déjà nettement inférieures à celles des autres métiers du bâtiment», dit une résolution adoptée dans la foulée sous les acclamations. Le texte mandate aussi Unia pour lancer une campagne syndicale afin de soumettre les employeurs à une pression maximale. Et, faute d'obtenir un «résultat satisfaisant» d'ici au printemps, pour «organiser la grève des travailleurs

de la métallurgie». Portés par l'enthousiasme, les participants se sont ensuite rendus en cortège sur le pont du Mont-Blanc et l'île Rousseau pour accrocher des banderoles «6h-22h: jamais!» «A la première réunion, nous n'étions que cinq, c'est beau de voir tant de monde», confie un travailleur. De mémoire de syndicaliste, on n'a jamais vu une telle mobilisation dans cette branche. «C'est la première fois que je vois tant de monde», confirme le président du comité de la métallurgie du bâtiment, Lorenzo Pierella. «C'est grâce au travail remarquable que réalise le syndicat depuis quelque temps.» Un engagement d'autant plus nécessaire, selon cet installateur sanitaire, que la partie patronale a sensiblement évolué. «Avant nous avions des patrons avec qui nous pouvions parler, désormais nous nous retrouvons de plus en plus face à des directeurs, des managers, qui ne se préoccupent plus des travailleurs mais que des questions financières.» ■



Une centaine de travailleurs de la métallurgie du bâtiment se sont réunis en assemblée générale jeudi passé à Genève. Du jamais-vu dans la branche de mémoire de syndicaliste. A l'unanimité, ils ont rejeté les revendications patronales et mandaté Unia pour se faire entendre. Faute de résultat satisfaisant, une grève pourrait voir le jour d'ici au printemps.

THÉRIER PORCHET

LE COMBAT SE POURSUIVRA DANS LE SECOND ŒUVRE

Malgré la forte mobilisation des travailleurs romands, les employeurs ont refusé d'entrer en matière sur la hausse des salaires demandée

Manon Todesco

La mobilisation massive des travailleurs du second œuvre romand n'aura pas suffi. Malgré des actions sur de nombreux chantiers fin octobre, lors desquelles les salariés ont déposé leurs outils, les patrons de la branche ont refusé d'entrer en matière sur l'augmentation de 100 francs demandée par Unia lors de la séance de négociation du 13 novembre. «Malgré la pression mise par les travailleurs mais aussi l'enquête syndicale qui montrait l'urgence de rehausser les salaires, les employeurs n'ont pas accédé à notre demande», regrette Yannick Egger, membre de la direction des Arts et Métiers à Unia. Les discussions se sont arrêtées là. «Ils ont refusé d'envisager la hausse des salaires minimaux alors même qu'ils se plaignaient de la concurrence des entreprises internationales. Nous avons été très surpris.» Cela dit, grâce à leur Convention collective de travail, les quelque 20 000 salariés dans les branches de la menuiserie, de la plâtrerie, de la peinture ou encore de la pose des sols bénéficieront dès le 1^{er} janvier 2020 d'une augmentation de 0,3% des salaires pour l'indexation au coût de la vie, soit environ 200 francs par an. «Nous n'en resterons pas là, assure le responsable syndical. Le combat reprendra dès 2020.» ■



Les 18 et 25 octobre, de nombreux salariés avaient posé leurs outils sur différents chantiers de Suisse romande.

THÉRIER PORCHET

Le personnel de JTI arrache un «très bon» plan social

Déterminés, les employés du cigarettier japonais ont réussi à nettement améliorer les mesures de sortie initialement proposées. Unia salue le travail accompli

Manon Todesco

Encore une fois, la détermination aura payé. Alors que nous annonçons le 13 novembre que Japan Tobacco International (JTI) claquait la porte des négociations et saisissait le Tribunal arbitral, un accord a finalement été signé fin novembre. «Les pourparlers avec la direction de JTI ont néanmoins continué, explique Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève. L'arbitrage n'a pas eu le temps de démarrer qu'un accord a pu être ficelé, à l'entière satisfaction des délégués et du reste du personnel. Par rapport au plan social de départ, jugé largement insuffisant, l'enveloppe a été massivement augmentée.» Le contenu de l'accord ne sera pas dévoilé mais le responsable syndical parle d'un bon, «voire d'un très bon», plan social qui «correspond en grande partie aux revendications du personnel». Alexander Wolf, l'un des délégués, se félicite également du résultat: «Cet accord permettra aux collaborateurs licenciés de

quitter l'entreprise avec dignité et de rebondir sur le marché du travail.» De son côté, dans un communiqué de presse, la direction présente un plan social «juste et équitable», qui «apportera aux employés impactés toute la clarté nécessaire».

VICTOIRE COLLECTIVE

Pour Unia, l'issue de ce conflit est le résultat d'une détermination et d'une solidarité exemplaires, tant de la délégation que de l'ensemble du personnel. «Quand JTI annonce la suppression de 268 postes en septembre dernier, on part de zéro, avec aucune personne syndiquée dans l'entreprise, reprend Alessandro Pelizzari. Les employés ont accompli un énorme boulot. En très peu de temps, ils ont appris à s'organiser, et à force de persévérance mais aussi d'intelligence, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.» Et Alexander Wolf de terminer: «Le soutien d'Unia a été décisif pour permettre ce succès et redonner le respect dû au personnel.» ■

Les chauffeurs jurassiens d'humeur explosive

Face aux risques que représente la mise au concours du réseau de bus, les conducteurs ont remis aux autorités jurassiennes une pétition munie de 4000 signatures

Jérôme Béguin

Quelque 150 chauffeurs et sympathisants ont manifesté mercredi dernier à Delémont devant le Parlement jurassien (photo). Ils sont en colère contre le gouvernement cantonal et la manière dont il a mis au concours le réseau de bus régional. Pour mémoire, dans l'idée d'économiser près d'un million de francs par an, l'exécutif jurassien est prêt à céder l'exploitation des 38 lignes régionales, urbaines et nocturnes, aujourd'hui assurée par CarPostal et, dans une moindre mesure, par les Chemins de fer du Jura, au soumissionnaire suisse ou étranger le meilleur marché. A cette fin, il a renoncé à émettre des critères contraignants concernant la reprise du personnel, le maintien des conditions de tra-



vail et d'embauche, ainsi que l'obligation de souscrire à une convention collective. Les conducteurs et leurs syndicats, Syndicom et le SEV, craignent que les sociétés qui décrocheront les lots ne s'en tiennent qu'au salaire minimum usuel de la branche de 58 300 francs par an, soit un montant d'environ 25% inférieur à la rémunération moyenne des chauffeurs dans le Jura. Quelques jours avant la clôture de l'appel d'offres le 28 novembre, Arcinfo révélait que la filiale internationale de la RATP (Régie autonome des transports parisiens), RATP Dev, était sur les rangs, de quoi aviver les inquiétudes des chauffeurs. RATP Dev est en effet déjà présente en Suisse, notamment comme sous-traitante des Transports publics genevois (TPG). Les collaborateurs de RATP Dev ne bénéficient pas des mêmes conditions que leurs collègues de la régie genevoise, la différence salariale atteint jusqu'à 1500 francs par mois. En outre, la direction de la filiale française entretient un climat antisyndical. Comme L'Événement syndical l'évoquait au mois d'octobre, un délégué syndical a ainsi reçu un avertissement avec menace de licenciement. Face à ces risques, les conducteurs ont remis aux autorités jurassiennes une pétition munie de 4000 signatures et, vêtus de gilets jaunes symboliques, des bombes... en chocolat. La bombe sociale à retardement, elle, est bien réelle. Secrétaire régional de Syndicom, Jean-François Donzé a déclaré: «Nous attendons du gouvernement qu'il fasse preuve de la sensibilité nécessaire dans le choix de la future entreprise. Il ne doit pas sacrifier les chauffeurs et donc ses propres citoyens.» ■

SYNDICOM

LES PRINTEMPS LATINO-AMÉRICAINS

Chili, Colombie, Equateur, entre autres pays d'Amérique du Sud où des mobilisations historiques ont éclaté depuis octobre. Au-delà des spécificités de chacun, les inégalités sociales inhérentes au modèle néolibéral sont au cœur des luttes

Textes Aline Andrey
Photos Neil Labrador

Samedi dernier, plus de 300 personnes originaires d'Amérique latine ont manifesté dans les rues de Berne, casseroles ou drapeaux à bout de bras, pour demander la paix, la souveraineté et une vie meilleure pour leurs compatriotes. Elles étaient présentes aussi pour rendre hommage aux victimes de la répression durant les manifestations au Chili et, plus récemment, en Colombie. Avant même que la colère n'éclate dans leur pays d'origine, des centaines de Colombiens d'Europe manifestaient contre les violences envers les militants des droits humains et environnementaux devant l'ONU à Genève, le 15 novembre dernier. Une mobilisation suivie d'un colloque européen* pour faire le bilan de trois ans d'accords de paix. Dans la foulée, des politiciens suisses écrivaient à Michelle Bachelet, haut-commissaire des Nations Unies pour les droits humains (et ancienne présidente du Chili) pour dénoncer la recrudescence d'assassinats politiques en Colombie, «ciblant des leaders sociaux et des guérilleros démobilisés». Militant, en charge de recueillir des témoignages pour la Commission de la vérité dans le cadre des Accords de paix signés le 24 novembre 2016, membre du Forum international des victimes, et réfugié en Suisse, Bladimir Meneses revient sur cette rencontre et sur les liens entre les luttes latino-américaines.

En Colombie, le processus de paix avait généré beaucoup d'espoir... Aujourd'hui, où en est-il?
Cette date du 24 novembre 2016 est essentielle pour le peuple colombien, mais ces accords ne sont pas entièrement mis en œuvre et n'ont pas endigué la violence à l'encontre des défenseurs des droits humains et environnementaux. Des indigènes et

des paysans continuent de lutter pour leur terre contre ce qu'on appelle aujourd'hui des mafias – des anciens paramilitaires en fait – qui veulent s'approprier des zones riches en minerais et contrôler les cultures à usage illicite. Notre résolution à la suite de notre rencontre à Genève, qui a réuni 800 Colombiens de divers pays dont le sénateur de gauche Iván Cepeda, rejoint celles de nos compatriotes rassemblés en même temps à New York, San José, Quito et Montevideo. Elle demande le respect des accords de paix, le respect de la vie des leaders sociaux, des paysans, des indigènes, des défenseurs des droits humains et environnementaux dont près de 800 ont été assassinés ces trois dernières années, de même que des ex-combattants dont environ 200 ont aussi été tués, ainsi que la reprise du dialogue de paix avec l'ELN (Armée de libération nationale, *ndlr*) rompu par le président Iván Duque. Nous demandons en outre que des rapporteurs du Haut-Commissariat des droits humains se rendent auprès des peuples autochtones particulièrement touchés.

Depuis octobre, les mobilisations populaires semblent avoir un réel impact dans plusieurs pays d'Amérique latine: un dialogue national devrait être ouvert en Colombie à la suite de la grève générale du 21 novembre, le décret supprimant les subventions au carburant a été retiré en Equateur, et une Assemblée constituante est prévue au Chili...

Oui, mais pour l'instant, rien n'est encore vraiment acquis. Ce qui est certain, c'est que les mouvements citoyens en Amérique latine ont changé. La politique ne sera plus jamais la même. Il y a quelques années, lors de manifestations, la mémoire de la dictature et la peur de la répression étaient plus fortes. En Colombie par exemple, il était facile pour le gou-

vernement de justifier une répression violente en déclarant que des guérilleros étaient infiltrés dans les mobilisations. Les Accords de paix entre le gouvernement et les FARC ne permettent plus ce genre de déclarations. Plus généralement, au Chili comme en Colombie en tout cas, les jeunes en ont marre de devoir s'endetter toute leur vie pour pouvoir étudier. Ils sont aujourd'hui plus organisés, mieux informés, ce qui fait que les mobilisations sont les plus massives que n'aient jamais connues ces pays depuis des dizaines d'années. Même la classe moyenne sort dans la rue. En Colombie, par exemple, grâce aux réseaux sociaux, les preuves s'accumulent que les casseurs sont issus des rangs de la police ou payés par elle. Les manifestants refusent désormais les gens cagoulés. Mais il y a aussi de la désinformation. Quand la police lance des bombes lacrymogènes sur les manifestants, ceux-ci les leur renvoient pour se protéger. Mais ce sont des images qui peuvent être détournées pour faire croire que ce sont eux qui sont violents. Reste que le soutien populaire aux manifestants est grandissant. Depuis les Accords de paix en Colombie, la parole se libère. Même certains militaires osent dire leur soutien à la grève. Avant, ils auraient eu peur d'être taxés de guérilleros.

Quelles suites possibles à ces divers mouvements sociaux?

C'est difficile de faire des pronostics. Y aura-t-il synchronisation des luttes en Amérique latine pour faire face à une violence potentiellement croissante de l'extrême droite à laquelle les militants risquent d'être confron-

tés? Ou, si les mobilisations se calment, notamment en Colombie, les leaders sociaux ne risquent-ils pas de se faire tuer ensuite, dans l'indifférence? Tous les présidents de droite qui voient leur peuple se soulever s'accrochent au pouvoir, soutenus par les Etats-Unis qui ne veulent surtout pas perdre leurs alliés, et notamment le Chili, modèle du néolibéralisme. En Bolivie l'histoire est différente. Les récentes élections présidentielles ont donné gagnant Evo Morales, le président de gauche et d'origine indigène qui a réussi à faire diminuer la pauvreté et les inégalités. Après l'annonce

des résultats, les forces de droite et les forces fascistes ont créé le chaos. Une mutinerie d'un secteur des forces militaires et de police s'est attaquée aux soutiens politiques d'Evo Morales, qui a préféré quitter sa fonction pour éviter un bain de sang, puis le pays pour se réfugier au Mexique. Qu'on le veuille ou non, il s'agit d'un coup d'Etat, peut-être maquillé, face auquel la «communauté internationale» est restée plutôt silencieuse. ■

*Organisé par l'Association helvétique pour la paix en Colombie, UraBá Global, Ademag (association de femmes migrantes à Genève), et Defendamos la paz.



«Le Chili s'est réveillé!»

Il y a deux semaines, des membres de la diaspora chilienne de Lausanne et de Genève se sont réunis pour faire le point sur la situation toujours brûlante de leur pays

«La hausse des prix du métro a été la goutte d'eau. Ce sont 30 ans de souffrance qui ont explosé ces dernières semaines.» C'est en ces termes qu'Elena Rusca, pour le comité Chile Cultura, a introduit la soirée intitulée «Chili: le droit au bonheur! Solidarité avec le peuple chilien», organisée à Pôle Sud, à Lausanne, le 19 novembre. «Le Chili s'est réveillé» soulignent plusieurs militants tout au long de la soirée, qui dénoncent les militaires dans la rue, la proclamation de l'état d'urgence, les violations commises, les blessés, les morts, autant d'échos à la dictature de Pinochet...

et saluent la combattivité du peuple chilien uni, luttant notamment pour une éducation qui n'entraîne pas des dettes à vie, pour un système de santé qui ne soit pas à deux vitesses et des retraites dignes, contre la concentration de richesses entre les mains de quelques familles seulement. Ariel Sanzana, de Mémoire et justice – l'une des quatre associations chiliennes regroupées dans la Plateforme Unité sociale à Genève – rappelle que les revendications sont très larges et amplifiées par un pays dont l'écosystème est mis à mal par le réchauffement climatique et l'exploitation des ressources. «Il y a toujours eu des révoltes. Mais là, c'est plus

que cela. Même les classes moyennes supérieures sont dans la rue.» A ses côtés, Esteban Muñoz, de Nouvelles générations chiliennes, évoque les paradoxes de ce pays qui, depuis 2006, a élu Michelle Bachelet (soutenue par la coalition de gauche), puis Sebastián Piñera (soutenu par la droite), puis Bachelet, puis de nouveau Piñera; une société machiste qui a pourtant choisi deux fois une femme; très nationaliste, mais qui va chercher des entraîneurs argentins pour ses équipes de foot. Il souligne: «Ici, l'unité de la diaspora chilienne est nécessaire; il s'agit de mettre en relation les organisations sociales et syndicales; lister les cas de violations des droits humains, en trouvant des sources fiables et sortir de la censure médiatique.»

LUTTE CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Dans le public, une question est lancée: «Un pays qui ne sait toujours pas où sont ses morts ne peut pas soigner ses blessures. Comment peut-il avancer?» Si la mémoire est douloureuse et les dissensions sont palpables, plus largement, un consensus s'esquisse sur l'importance de changer la Constitution héritée de la dictature et sur le fait que la mobilisation n'attaque pas seulement le Gouvernement chilien, mais le néolibéralisme dans son ensemble. Et même le néocolonialisme, selon Lincoyan Nehuen, militant mapuche: «Les

Mapuche ont toujours été réprimés, car leur mode de vie va à l'encontre du système capitaliste. Il n'y a pas de leader, nous sommes tous frères et sœurs, nous portons le même respect à l'animal, au végétal. Notre vision spirituelle est à l'opposé du matérialisme. Un Mapuche va demander à l'arbre s'il peut le couper. Tout le contraire de l'industrie du bois qui détruit la forêt originaire. Ce qui me touche, c'est que le peuple chilien adopte les luttes des Mapuche. Nous sommes pour une Assemblée constituante qui soit plurinationale – au même titre que la Suisse qui reconnaît ses différentes langues et régions –, antipatriarcale et qui tienne compte du droit à l'autodétermination.» Alors que les manifestations se poursuivent, l'avenir reste flou. «Le gouvernement était au bord de la chute, mais la gauche l'a finalement sauvé en signant cet accord sur l'organisation d'une Assemblée constituante, estime Ariel Sanzana. Quelles seront les méthodes pour la création de cette nouvelle Constitution? Les travaux seront pilotés par qui?» Et d'ajouter: «Plus largement, comment la colère sociale va réussir à se structurer politiquement? Pour les bases sociales, notamment les syndicats, il s'agit peut-être de convertir cette rage en organisation politique.» ■

EN COLOMBIE, UNE GRÈVE GÉNÉRALE HISTORIQUE

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Colombie lors de la grève générale appelée par les syndicats le 21 novembre en opposition aux politiques néolibérales du gouvernement. Et, depuis, les manifestations continuent, malgré la répression violente dénoncée notamment par la Confédération syndicale internationale (CSI). A l'occasion de cette première journée de grève, elle a publié un rapport* sur l'échec du gouvernement à mettre en œuvre les Accords de paix. «Tragiquement, on assiste à une nouvelle recrudescence de la violence en Colombie, et le président Duque et ses alliés conservateurs doivent en assumer la responsabilité», a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. Le rapport indique qu'entre le 1^{er} janvier 2016 et le 8 septembre 2019, soit en moins de trois ans, 777 dirigeants sociaux et défenseurs des droits humains ont été assassinés en Colombie. En 2018, trente-quatre syndicalistes ont été tués (davantage que durant les quatre années antérieures), principalement dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et des mines, des crimes auxquels s'ajoutent 234 violations graves des droits humains contre des syndicalistes (menaces, attaques, tortures). Or, comme le dénonce le rapport, 95% des crimes liés à ces graves violations ne sont pas résolus. ■

*Initiative conjointe de la CSI, des centrales syndicales nationales CUT et CTC et de l'Ecole nationale syndicale de Colombie (ENS). Colombie: la paix menacée: ituc-csi.org/columbia-peace-at-risk-report